

## **Les Etats-Unis et Doha. Mémo – Bruxelles, 24 juillet 2006**

« Le G20 souhaite obtenir des réductions plus importantes des subventions agricoles des Etats-Unis avant de présenter les diminutions demandées en ce qui concerne les produits industriels. Washington peut débloquer la situation en avançant une offre plus favorable. Si tel est le cas, l'UE soumettra, en même temps, aux uns comme aux autres une offre améliorée." - Peter Mandelson, commissaire européen chargé du commerce, 23 juin 2006

### **Qu'attend Doha des États-Unis?**

- De réelles réductions des subventions agricoles. A savoir une diminution importante du montant fixé en dernier lieu à Genève en 2001 : 21, 5 milliards de dollars. Depuis 2002, les Etats-Unis dépensent entre 10 milliards et 19,5 milliards de dollars chaque année. Actuellement, ils proposent de ramener leurs subventions agricoles à 22 milliards de dollars. Or, ce montant est supérieur aux dépenses américaines actuelles et au niveau convenu avec l'OMC à Genève.
- Les Etats-Unis ont certes proposé de fortes baisses s'agissant des subventions de la catégorie orange : de 19,1 milliards de dollars à 7,6 milliards. MAIS ils ont proposé d'augmenter leurs dépenses dans d'autres catégories de subventions et rejeté l'idée d'une réforme de ces catégories garantissant qu'elles ne faussent pas les échanges. Aussi les importantes réductions dans la catégorie orange cachent-elles un « réaménagement » des aides américaines d'une boîte à l'autre. Si l'on additionne les trois types d'aide faussant les échanges, on obtient un total de 22,7 milliards de dollars. C'est plus que ce que les Etats-Unis dépensent actuellement !

### **En quoi consisterait une mesure réaliste des Etats-Unis ?**

- L'UE a offert de se « rapprocher le plus possible » de la demande des pays en développement du G20 dans le domaine de l'accès aux marchés : elle a concédé une réduction des droits de douane agricoles moyens de 51,5%. Les Etats-Unis devraient essayer d'en faire autant dans le domaine des aides nationales et proposer une réduction de 10, 5 milliards de dollars.